

(dé)gradés

Grande Dis'

Au docteur Vincent Castronovo, qui a assuré de main de maître avec l'appui du professeur Jacques Bouvier et de Jean-Michel Saive) l'organisation du premier colloque Télévie le 16 février dernier sous les caméras de RTL-TV. La chaîne privée a pourtant rendu un bien faible hommage à cette amorcée litgeoise de l'édition 1995.

Le soir même, au journal de 19h, c'est à peine si le reportage mentionnait que la séance d'ouverture avait lieu au CHU de Liège en présence d'une centaine de jeunes scientifiques. Et dire que RTL-TV se pique d'aider la recherche médicale...

Aux étudiants, assistants, professeurs et autres membres du personnel qui ont assuré la présence vivante de l'ULg au Salon de l'étudiant. Cela avec un enthousiasme à peine étouffé par l'architecture interne du stand, peu propice, hélas, à la circulation des corps et de l'information.

Recalé

Jean-Luc Dehaene dont la décision d'avancer la date des élections risque de priver Michel Lebrun de SA grande réforme des universités (sans compter celle de l'enseignement supérieur). Le ministre de l'Enseignement promettait l'année dernière, à grand renfort de publicité, l'adoption de trois décrets avant la fin de la législature. Le premier, portant sur l'organisation des études et la collation des grades académiques, a été adopté par le Conseil de la Communauté française mais son entrée en vigueur est suspendue à une décision du gouvernement et réclame de nombreux arrêtés d'application. Le second décret devait modifier les règles de financement des universités. Il est actuellement et restera à l'état de document de travail. Le dernier projet, quant à lui, n'est tout simplement nulle part; il devait réformer le statut des institutions universitaires publiques en leur accordant une plus grande autonomie de gestion. Le petit contre-temps imaginé par le Premier ministre réduit à rien l'ambitieux programme de Michel Lebrun. Rien ne sert de courir, disent les moralistes de la politique, il fallait partir à temps.

NICKI BLOEDON

Cinéma

Salle Gotthot (place du 20-Août)

2/3

SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER de Joseph Manckiewicz — 1959

9/3

LES AMANTS CRUCIFIÉS de Kenji Mizoguchi — 1954

Libertés **PEU** académiques

SOCRATES : la difficile maïeutique européenne



Au Heysel, le 10 février dernier, la DG XXII de la Commission européenne tient un long briefing d'information devant un aréopage de journalistes venus des différents États-membres. Au menu, la présentation de LEONARDO et SOCRATES, les deux programmes européens en matière d'éducation et de formation destinés à remplacer, tout en les englobant et en renforçant leurs moyens, d'une part COMETT, FORCE, PETRA et EUROTECHNET, d'autre part ERASMUS et LINGUA. L'enjeu à faire valoir est évidemment décisif. Au-delà d'une circulation physique dans l'Europe de la connaissance, ces programmes n'encouragent-ils pas auprès des jeunes l'incorporation d'une véritable conscience européenne, cette mobilité mentale qu'appelle l'Europe des citoyens ?

D'où vient alors la morosité ambiante ? Peu de questions, pas de vrai débat. Des journalistes qui prennent trop de notes, comme pour tuer le temps. Quelques disparitions après la première pause. C'est que, de la tribune vers la salle, l'esprit ne souffle guère. Nous aurons bien droit de regard dans les enveloppes prévues (chiffrées en centaines de millions d'écus), notre attention sera plusieurs fois attirée sur les difficultés de procédure avec lesquelles il a fallu compter. Mais comment les programmes agiront-ils sur la réalité vécue des institutions, des

étudiants, des formateurs ? Derrière la technologie politique mise en œuvre, quelle politique générale, quelle philosophie sous-tendent les actions engagées ? Au-delà de ces projets, quel est donc le projet ? Sur tout cela : rien. Ou si peu.

Bref, à mesure que les orateurs se succèdent, l'impression se répand, parmi les journalistes, d'entendre un credo en manque de foi. Et cela de façon d'autant plus navrante que ces orateurs sont habités par un véritable enthousiasme, mais impuissants à le faire passer. Lors des pauses s'échangent des confidences : « On n'y comprend rien » ou « Tout ça, on le sait déjà ». Ou : « SOCRATES, ça a l'air bien, mais rien n'est fait, non ? » Ou encore : « Cet ERASMUS qu'on va remplacer, c'était quoi exactement ? » À l'issue de la journée, chacun repartira avec deux valisettes d'informations (lourdement techniques), un agenda Ortelius (visiblement coûteux), un portrait couleur d'Edith Cresson (qui, annoncée, n'est pas venue : c'est dans l'ordre, paraît-il). Mais, en serrant des mains, on entendra encore ici ou là : « Pas de quoi faire un papier... » Sinon, comme ici, un billet d'humeur. L'Europe sait peut-être organiser de fastueux briefings d'information : il lui reste à savoir communiquer.

Pascal Durand

La grande introspection



Promise par l'accord négocié à l'automne dernier entre les étudiants et le Gouvernement de la Communauté française, les Assises de l'enseignement sont entrées dans le vif du sujet à l'université de Liège.

La réunion tenue le 16 février dernier par la Cellule Agora a véritablement lancé les débats dans notre Université. Ceux-ci devraient se clôturer le 1^{er} avril prochain (ce n'est pas un poisson) par l'envoi à la cellule Hercule (Conseil de l'Éducation et de la Formation) de la déclaration de l'ULg en vue de la "grande messe" des Assises (13 et 14 mai). Pour élaborer cette déclaration, les représentants de la Cellule Agora (4 professeurs, 4 chercheurs, 4 étudiants) vont prendre le pouls de toute la communauté universitaire, appelée à se réunir au sein de dizaines de "groupes de base" créés librement dans chaque faculté.

Notre Université s'apprête donc à vivre pendant quelques semaines au rythme d'une grande introspection. Le débat se veut le plus large possible; il existe une volonté pour que n'y prennent pas seulement part les interlocuteurs déjà institués de la concertation à l'intérieur de la Maison. Ceci implique que le plus grand nombre accepte de sortir, juste quelques heures, de

l'anonymat. Une occasion est offerte de dire tout haut ce qui se pense tout bas. Pourquoi ne pas la saisir ? Pour la qualité des débats, chacun devrait veiller à se débarrasser de réflexes corporatistes, de ses idées préconçues, aborder la discussion sans sectarisme, donc écouter l'opinion d'autrui. C'est la condition d'une réflexion dense, riche, portuese d'espoirs.

Pour autant, que l'on ne se fasse guère d'illusions. Les Assises de l'enseignement ont été amputées de leur volet "recherche" (et "formation"). On n'y parlera donc pas — officiellement du moins — d'un pan essentiel de l'activité universitaire et des besoins urgents des chercheurs. Ce n'est pas aux Assises, non plus, que l'on évoquera les nouvelles règles de financement des universités. Alors, pas concernées les universités ? Si. D'autres dossiers importants sont sur la table : les échecs en candidature et la remédiation, la revalorisation des enseignements de premier cycle, le *numerus clausus*, etc. Toutefois, on voit mal les Assises déboucher sur des décisions fermes. D'autant plus qu'à une semaine (probablement) des élections législatives, elles risquent d'être diluées dans la campagne électorale...

Désir Moreau

Le Quinzième jour n°20

Allée du 6 Août, 1, bâtiment B12, 4000 Liège

Éditeurs responsables : Danielle Bsjomée - Jacques Dubois - Yves Winkin. Rédacteur en chef : François Louis (041) 66 44 13.
Secrétaire de rédaction : Anne Pironet (041) 66 44 14. Fax (041) 66 29 94. Rédaction : 2^e licence en ASC (orientation Information et médias).
Secrétaire : Anne Dumont (041) 66 32 38. Mise en page : Claire Leroux. Régie publicitaire : Antoine Degive (041) 24 10 40.
Impression : Imp. Massoz. Avec la collaboration de Pierre Kroll.

